

Conditions générales de certification des solutions EDI pour les téléprocédures douanières

1- La certification EDI

1.1- Définitions

Au sens des présentes conditions générales, on entend par :

- certification EDI : mécanisme visant à garantir, après tests et validation, que la solution EDI présentée par le demandeur est apte à traiter les séquences de messages échangés dans le cadre de l'utilisation d'une téléprocédure douanière, conformément aux spécifications de cette téléprocédure, dans une version donnée.

- solution EDI : dispositif mis en oeuvre par le demandeur afin de réaliser des échanges EDI avec une téléprocédure douanière dans une version donnée. Les solutions EDI concernées par la procédure de certification se répartissent en trois catégories : plate-forme privative d'un opérateur, plate-forme d'un prestataire de connexion, logiciel conçu par un éditeur en vue d'une distribution à des tiers.

- opérateur EDI : tout titulaire d'un agrément PEDI (solution EDI-Mareva) ou d'un compte API (solution EDI Douane via API).

- prestataire EDI : opérateur EDI dont la solution logicielle a été certifiée par la DGDDI.

- prestataire de connexion EDI : prestataire EDI réalisant des échanges EDI avec la D.G.D.D.I. pour son propre compte (plateforme privative) ou celui d'un tiers (plateforme publique).

- éditeur de logiciel : prestataire EDI commercialisant son logiciel certifié pour une téléprocédure douanière à des clients sans leur fournir d'interconnexion.

- client d'éditeur de logiciel : opérateur EDI utilisant le logiciel certifié d'un éditeur mais possédant sa propre interconnexion pour réaliser ses échanges EDI avec la DGDDI.

- service informatique compétent : BALF dédiée. Selon l'étape du processus de certification, se référer à la documentation de la téléprocédure concernée.

- CID : Centre Informatique Douanier.

1.2- Description des cas de certification

Cas 1- Certification de la plateforme privative d'un opérateur

Un opérateur (entreprise ou établissement) souhaitant opter pour le mode EDI dans le cadre d'une téléprocédure déterminée, sans recourir aux services d'un prestataire de connexion ni acheter un logiciel certifié, mais en utilisant son propre système informatique et logiciel, doit au préalable respecter la procédure de certification, afin de vérifier que son système informatique et logiciel est apte à émettre et recevoir des messages EDI dont la structure est conforme aux spécifications.

Cas 2- Certification de la plate-forme d'un prestataire de connexion

Le demandeur, qui souhaite réaliser des prestations de connexion pour le compte d'opérateurs bénéficiaires d'une téléprocédure, doit préalablement faire certifier sa plate-forme logicielle au regard des spécifications de cette téléprocédure (dans une version donnée).

Cas 3- Certification d'un logiciel EDI

Un éditeur de logiciel peut soumettre son produit à la procédure de certification. Dès lors que le logiciel testé obtient la certification de la D.G.D.D.I. au titre d'une téléprocédure donnée dans une version donnée, l'éditeur est en droit de faire référence à la certification dans ses relations avec les tiers.

1.3- Références de la certification

La certification est délivrée au regard des spécifications d'une téléprocédure douanière, dans une version donnée.

1.4- Objet de la certification

Seule la structure des messages et la capacité de la solution à échanger des messages EDI avec la téléprocédure douanière concernée sont certifiées.

La certification ne porte pas sur les mécanismes internes mis en oeuvre par la solution EDI du prestataire. Ainsi, la certification ne préjuge en rien de la conformité de la solution EDI à la réglementation douanière ou fiscale en vigueur.

Dans ses relations avec les tiers, le bénéficiaire ne saurait se prévaloir de cette certification comme d'un label de conformité aux diverses réglementations applicables.

La certification d'une solution EDI ne présume pas de la bonne utilisation ultérieure de l'outil, du respect par l'utilisateur des réglementations en vigueur, ni de l'exactitude des déclarations réalisées par ce moyen dans le cadre de la téléprocédure. Le bénéficiaire ne saurait donc invoquer la certification délivrée par la D.G.D.D.I. à l'occasion d'un litige portant sur le contenu de déclarations échangées en mode EDI.

1.5- Cessation de la certification

La certification cesse de produire ses effets dès lors que les conditions exigées pour son bénéfice ne sont plus remplies, notamment dans les cas suivants :

- le bénéficiaire n'a pas respecté les obligations liées à l'utilisation du mode EDI,
- la solution EDI initialement certifiée connaît des évolutions importantes, rendant nécessaire une nouvelle demande de certification,
- un changement majeur de version de la téléprocédure douanière rend obsolète la certification initialement délivrée, impliquant une nouvelle demande de certification.

2- Procédure de certification

La procédure de certification comporte quatre étapes :

2.1- Phase de tests libres

Afin de permettre aux opérateurs d'effectuer la mise au point de leurs solutions EDI, la Douane met à la disposition des opérateurs un environnement de test pour chaque téléprocédure disponible en EDI. Les prestations suivantes sont également assurées :

A/ Mise à disposition de la documentation relative à la téléprocédure EDI

La documentation nécessaire au développement des solutions EDI est disponible sur le portail de la Douane à l'adresse <https://www.douane.gouv.fr>

B/ Assistance à la résolution des problèmes

Sur demande de l'opérateur, les services informatiques assureront l'analyse des messages ou fichiers, afin de déterminer la cause d'éventuels dysfonctionnements et d'apporter tout éclaircissement utile dans les meilleurs délais possibles.

Nota bene : pour chaque téléprocédure, la D.G.D.D.I. peut définir des conditions préalables au démarrage des tests.

2.2- Envoi de la demande de certification par l'opérateur

La demande est transmise au service informatique compétent au moyen d'un mail ayant pour objet « demande de certification d'une solution EDI ».

Cette demande emporte acceptation complète et sans réserve des présentes conditions générales et des conditions particulières à la téléprocédure considérée.

Le demandeur s'engage à se conformer à la procédure de certification.

2.3- Déroulement du protocole de certification et validation de la solution

Le service informatique compétent procède aux contrôles des scénarii de tests exécutés par le prestataire EDI. En fonction des résultats, il valide ou non la certification de la solution logicielle du prestataire EDI.

2.4 – l'attestation de certification

Lorsque la certification est validée, le service certificateur informe la cellule EDI du CID qui fait parvenir au prestataire une attestation officielle à compléter et signer (en deux exemplaires). A réception l'attestation est contresignée par le directeur du CID. Un exemplaire est ensuite envoyé au prestataire comme justificatif l'autre est conservé par la cellule EDI.

Nota bene : tous les opérateurs EDI (plateformes de connexion publiques ou privées, éditeurs de logiciels et leurs clients) souhaitant échanger des messages EDI avec la douane doivent conclure au préalable un contrat de connexion/utilisation EDI avec la douane.

Ce contrat de connexion/utilisation EDI permet au bénéficiaire d'interconnecter son système informatique au réseau de la direction générale des douanes et droits indirects, et définit l'environnement juridique de l'échange de messages EDI.

3- Gestion des changements de version

3.1- Publication des spécifications relatives à une téléprocédure

Les spécifications relatives aux messages transmis dans le cadre d'une téléprocédure EDI sont publiées sur le portail de la douane à l'adresse <https://www.douane.gouv.fr>

Lorsqu'une évolution de la téléprocédure est annoncée, les nouvelles spécifications sont publiées sur le portail avant le déploiement effectif de la nouvelle version.

Un délai raisonnable est respecté par la D.G.D.D.I. avant tout changement majeur, afin de permettre aux opérateurs concernés de procéder aux adaptations nécessaires.

3.2- Evolution de la téléprocédure

Au sens des présentes conditions générales, deux types de changements de version doivent être distingués :

- les changements majeurs, qui affectent l'économie générale de la téléprocédure.

Un changement majeur se traduit, au sein du numéro de version, par la modification du chiffre placé devant le point (exemple : passage de version 2.2 à la version 3.0) ;

- les changements mineurs, qui ne remettent pas en cause des fonctionnalités essentielles de la téléprocédure.

Un changement mineur se traduit, au sein du numéro de version, par un maintien du chiffre placé devant le point et par la modification des chiffres suivants (exemple : passage de la version 2.2 à la version 2.3).

En cas de changement majeur, le bénéficiaire souhaitant continuer à bénéficier de la certification doit procéder aux adaptations nécessaires et soumettre de nouveau sa solution EDI à la procédure de certification (nouveaux tests, nouvelle demande). Le service informatique compétent qui est saisi examine la demande au regard des nouvelles spécifications.

Un opérateur ne peut demander à être certifié au regard de spécifications obsolètes.

De même, un opérateur ne saurait exiger de la D.G.D.D.I. qu'elle continue à accepter des messages provenant d'une solution EDI rendue obsolète en raison d'un changement majeur de version de la téléprocédure concernée.

3.3- Evolution de la solution EDI

La certification est délivrée à une solution EDI dans sa version en vigueur au moment des tests.

En cas de modification importante de la solution EDI, cette dernière doit être à nouveau soumise à la procédure de certification (nouveaux tests, nouvelle demande).

La certification repose sur une liste établie de cas de tests fonctionnellement significatifs repris, suivant les téléprocédures, sous un ou plusieurs scénarii et détaillés dans le plan de test de la certification EDI publié sur le portail de la Douane.

La douane peut, selon les téléprocédures, autoriser ou non des certifications partielles. Si oui, l'opérateur a le choix, suivant ses besoins, de procéder à une certification totale ou partielle de sa solution EDI selon qu'il choisit de passer tout ou partie des scénarii proposés.

La certification d'un scénario est acquise lorsque l'opérateur est en situation de recevoir de l'application les réponses attendues suite à l'envoi des tests compris dans le scénario.

La certification est totale pour la téléprocédure quand l'ensemble des scénarii sont certifiés, elle est partielle quand une partie des scénarii est certifiée.

Une solution EDI partiellement certifiée peut, à la demande du bénéficiaire et moyennant examen d'une demande de certification complémentaire, bénéficier d'une certification totale sous réserve de passer les scénarii complémentaires.

Cette demande complémentaire est présentée par le prestataire EDI et instruite par le service informatique compétent dans les mêmes conditions qu'une demande initiale.

4- Gestion des alertes

4.1- Gestion des alertes EDI sur le portail de la Douane

En cas d'interruption de service ou de dysfonctionnement, la D.G.D.D.I. publie sur le portail de la Douane des bulletins d'alerte réguliers.

Les mesures à prendre peuvent être précisées dans le bulletin d'alerte.

Des mesures spécifiques à l'application des procédures de secours peuvent également être précisées dans les dispositions propres à la téléprocédure concernée.

4.2- Engagement de l'opérateur

Une fois la certification délivrée, le demandeur s'engage à se conformer aux dispositions d'alerte prescrites par la D.G.D.D.I. en cas de dysfonctionnement d'une téléprocédure EDI.

5- Dispositions spécifiques aux prestataires de connexion

5.1- Obligation d'information et d'assistance de premier niveau

D'une manière générale, le prestataire de connexion EDI s'engage à fournir à ses clients toute information utile relative à la téléprocédure concernée.

En outre, le prestataire de connexion assure l'assistance de premier niveau sur les téléprocédures EDI auprès de ses clients. En cas de difficulté, il est leur premier interlocuteur.

A ce titre, il s'engage à rester à leur disposition pour fournir tout renseignement technique ou fonctionnel relatif à l'utilisation de la téléprocédure mise en oeuvre.

En cas de difficulté grave ou persistante, le prestataire transmet les questions à la D.G.D.D.I. qui assure l'assistance de second niveau.

5.2- Obligation de coupure des flux EDI sur une téléprocédure en cas d'alerte noire

En cas d'alerte noire signalée sur une téléprocédure, le prestataire de connexion s'engage à couper le flux EDI lié à cette téléprocédure dans les meilleurs délais.

A défaut de coupure du flux de la part du prestataire, la D.G.D.D.I. ne saurait être tenue pour responsable en cas de perte des messages ou de réception de données erronées.

5.3- Publication et mise à jour de la liste des prestataires EDI

Les plateformes de connexion publiques et les Editeurs de Logiciels bénéficiant de la certification de leur solution pour une téléprocédure dans la version en cours, apparaîtront sur la « liste des prestataires certifiés » correspondant à cette téléprocédure. Celle-ci sera publiée sur le portail de la Douane.

En cas d'évolution majeure de la téléprocédure, seuls les prestataires certifiés pour la nouvelle version seront mentionnés sur cette liste. A l'inverse, les prestataires certifiés au titre d'une version

obsolète ne seront plus mentionnés, sauf durant la phase de coexistence des deux versions.

Les prestataires demandant la certification de leur plateforme privative pour échanger des messages EDI pour leur propre compte (plateformes de connexion privatives) n'apparaîtront pas sur cette liste.